

LE MILIEU UNIVERSITAIRE DANS L'ATTENTE

FACE À UN DÉFICIT RECORD, QUÉBEC REPORTE LES GRANDES DÉCISIONS.

Montréal, le 13 mars 2024 – Le budget 2024-2025 du Québec passe à l'histoire avec un déficit record de 11 milliards \$. Aux prises avec une économie atone, le gouvernement élève de 3,5 % les dépenses en enseignement supérieur, préservant ainsi les services actuels. Il ne livre toutefois aucun détail sur les mesures qui s'imposeront pour rééquilibrer les comptes publics dans les prochaines années, en espérant une embellie du marché. Aucune précision non plus sur la future formule de financement des universités, attendue depuis l'an dernier, qui aura un impact majeur sur les campus.

« Ce budget souffre surtout d'un déficit de vision », commente Claude Fortin, présidente de la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU). « L'année 2023 a bouleversé le réseau de l'éducation supérieure. Crise des droits de scolarité pour les personnes d'origine étrangère, changement dans la gouvernance par le projet de loi 23, adaptation à l'intelligence artificielle générative... Le nouveau plan du gouvernement contient peu de mesures concrètes pour soutenir le milieu face à ces multiples défis. »

Le ministère de l'Enseignement supérieur se voit néanmoins accorder des dépenses de presque 11,1 milliards \$ en 2024-2025. Cette augmentation modeste par rapport à l'an dernier, alors que plusieurs portefeuilles se retrouvent plutôt allégés, peut être considérée comme une nouvelle encourageante. Près de 421 millions \$ appuieront des initiatives de promotion de la réussite dans les cinq prochaines années. Par ailleurs, 7,5 millions \$ seront investis dans les logements étudiants ; 28 nouveaux immeubles figurent au *Plan québécois des infrastructures 2024-2034*, qui y consacre 197,8 millions \$. Enfin, 43 millions \$ iront à améliorer l'offre de formation dans les « domaines prioritaires » d'ici 2028-2029. Cette injection de liquidités dénote toutefois une conception inquiétante de l'éducation universitaire, vue comme une simple pourvoyeuse de têtes pour le marché de l'emploi.

La FPPU souligne en outre la relative stagnation des crédits consentis aux Fonds de recherche du Québec. Nature et technologies ainsi que Société et culture perdent légèrement en soutien direct, alors que Santé s'enrichit de peu. La FPPU réitère son appui à ces organismes, essentiels à un financement efficace de la recherche non ciblée.

« Pour résorber le déficit structurel de 4 milliards \$, le gouvernement imposera sans doute un régime minceur dans les années à venir, juge Claude Fortin. Il est difficile d'anticiper les répercussions de cet exercice de sobriété dans les universités, mais la FPPU surveillera de près les mesures touchant les professionnels et professionnelles. Eric Girard, ministre des Finances, disait dans son discours du budget : "Tout commence avec les personnes au cœur de nos réseaux." Nous garderons en tête ses sages paroles. »

– 30 –

À PROPOS

Fondée en 1979, la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU) représente des membres à qualification élevée du réseau de l'enseignement supérieur. Elle soutient près de 3000 personnes réparties en 11 syndicats et associations, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

SOURCE

Claude Fortin, présidente de la FPPU | 819 649-1822 | claud.fortin@fppu.ca